

13 MAI Rémunérations, conditions de travail, financement des services publics

Tous et toutes Mobilisé·es !

Mobilisons nous pour gagner :

- ✓ des mesures d'urgence d'**augmentation des salaires** au budget 2026, et un **plan pluriannuel de revalorisation du point d'indice** et des grilles indiciaires
- ✓ des mesures immédiates pour **l'égalité salariale entre les femmes et les hommes**
- ✓ **l'abandon du jour de carence et de la réduction de la rémunération** en cas de congé maladie
- ✓ les **créations de postes et les moyens nécessaires** pour rendre le meilleur service public partout sur le territoire, dans l'enseignement en particulier en permettant de baisser les effectifs par classe, d'augmenter le nombre de remplaçant·es, de créer des postes de Rased (aide à la difficulté scolaire), d'infirmières, de médecins, de psychologues scolaires...
- ✓ le versement de **la GIPA** 2024 et 2025.



La grève du 5 décembre a permis l'abandon des 3 jours de carence.

Le budget 2025 prévoyait 4000 suppressions de postes, la grève du 5 décembre a forcé le gouvernement à reculer.

Pour les écoles : baisser les effectifs partout, augmenter le nombre de remplaçant·es, créer des postes de RASED, d'AESH, de médecins et de psychologues scolaires : voilà ce qui doit guider les futurs budgets !

Créer des postes et augmenter les salaires dans la Fonction Publique passe par une autre répartition des richesses.



Le budget 2026 s'annonce déjà austéritaire, avec 40 milliards d'euros de coupes annoncées, en particuliers pour les services publics et les retraités.

Sur la période 2018 à 2023, le coût des diverses exonérations et aides fiscales représente un manque à gagner cumulé de plus de 300 milliards d'euros pour l'État. De l'argent, il y en a ... pour imposer la justice fiscale et satisfaire les nécessités écologiques.

Pour renforcer des services publics au service de toute la population, pour une autre politique fiscale,

le 13 mai, tous et toutes Mobilisé·es !

